



**Conférence de presse à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire
de l'Union des Paysans Fribourgeois, le mercredi 25 novembre 2015**

Rapport du Président

L'année 2015 était à nouveau une année remplie d'événements divers. En premier lieu la nature. Nous travaillons dans et avec la nature et nous devons accepter ses singularités. En résumé : les rendements des cultures d'automne comme les céréales et une partie des oléagineux comme le colza étaient moyens à bons et la qualité était au rendez-vous. Même si certains transformateurs, tels les meuniers, trouvent toujours quelque chose à redire, la qualité de 2015 est sans conteste meilleure que celle de l'année dernière. Les précipitations tant souhaitées de fin avril et début mai y ont fortement contribué. Celles-ci ont également eu un impact positif sur la récolte de foin. L'été sec et très chaud est en outre responsable de la faible quantité de regain et des rendements médiocres pour les cultures de printemps telles que les pommes de terre, les betteraves et le maïs, ce qui a laissé des séquelles financières.

Approfondissons un peu la situation avec les céréales panifiables. En 2014, un quart de la récolte était germée, rendant nécessaire des importations supplémentaires. Cette année, malgré des rendements plus faibles, presque 100 % de la récolte avait la qualité requise pour la panification et des déclassements ont été malgré tout nécessaires. Nous devons accepter ce que la nature nous donne. Nous devons nous en accommoder et disposer d'instruments de gestion de l'offre pour éviter les chutes de prix, comme le met en évidence l'exemple des céréales panifiables.

La situation est totalement différente sur les marchés où d'autres forces sont présentes. J'ai beaucoup plus de peine à accepter les effets négatifs pour nous, paysans. J'aimerais citer ici deux marchés: celui du lait et celui du porc.

Il existe, sur le marché laitier, un degré d'organisation qu'on ne trouve nulle part ailleurs, ce qui devrait laisser espérer à juste titre aux producteurs de lait d'obtenir des prix corrects. Mais c'est le contraire qui prévaut. La situation n'est plus tenable dans le secteur du lait d'industrie. Le niveau de prix conduit beaucoup de producteurs dans une impasse financière et bon nombre d'entre eux seront contraints d'abandonner cette branche de production si rien ne change rapidement. Cela risque de perturber l'équilibre d'autres branches de production, comme la production de viande. Je ne peux pas comprendre ni accepter que nos organisations du secteur laitier, en particulier l'interprofession, n'entreprennent pas plus pour améliorer la situation ! Les interprofessions doivent tout mettre en œuvre pour atteindre l'objectif prioritaire : que tous les maillons de la chaîne de valeur ajoutée puissent gagner assez d'argent. Ceci n'est clairement pas

le cas pour les producteurs de lait d'industrie. J'exige de l'IP-Lait qu'elle prenne des décisions et des mesures afin d'améliorer immédiatement la situation.

Sur le marché du porc, il manque également la volonté de la part de l'organisation faitière d'entreprendre quelque chose pour contrer la surproduction. Ce sont à nouveau les paysans qui en font les frais. Je ne peux pas accepter, tant pour le lait que pour les porcs, que les prix des aliments concentrés soient attaqués, passant ainsi la patate chaude aux producteurs de céréales. En Suisse, les denrées alimentaires sont bon marché en comparaison avec le pouvoir d'achat. Le consommateur suisse a un record du monde : celui de dépenser la plus faible part de son revenu pour l'achat de denrées alimentaires, soit environ 7 %. Dans les pays voisins, on parle du double. Je suis conscient que le tourisme d'achat a augmenté, mais les actions menées conjointement par l'USP et les partenaires de l'économie semblent avoir porté leurs fruits auprès des consommateurs. Il n'est pas concevable qu'un employé dans une menuiserie, par exemple, aille acheter ses meubles le samedi en Allemagne et demande, le lundi, une augmentation à son chef ! Beaucoup de consommateurs ont compris cela.

La situation est aussi critique pour les betteraves. Contrairement au marché du colza, celui des betteraves n'a plus de protection à la frontière, après négociation avec l'UE et bien que l'OMC le permettrait. La situation est différente pour le colza, où la moitié du prix des huiles est soutenu par une protection à la frontière. Pour cette raison, nous avons, à l'USP, déposé une requête auprès du Conseil fédéral pour obtenir une protection à la frontière pour le sucre.

Vous l'aurez constaté : nous devons exiger de nos organisations qu'elles fassent le maximum pour que les volumes de production soient adaptés aux capacités du marché et pour que la politique fournisse les conditions-cadre nécessaires.

On arrive donc au sujet de la politique. D'abord le point positif : au niveau cantonal, le Gouvernement et le Grand Conseil ont adopté les moyens nécessaires pour 2016 dans le budget, afin que les contributions qui nous sont allouées par Berne puissent nous être versées.

Pour le point négatif, au niveau fédéral, ce qui est proposé par le Conseil fédéral est inacceptable et constitue un manquement à la parole donnée. Lors de l'introduction de la PA 14-17, le Conseil fédéral a promis de la stabilité. Pourtant, dès le premier budget et à nouveau cet automne, les moyens destinés à l'agriculture sont drastiquement réduits, de presque 100 millions pour 2016, puis de 200 millions par année entre 2018 et 2021. Le Conseil fédéral ne défend pas non plus les moyens destinés à la loi chocolatière, malgré les promesses de la Conseillère fédérale Widmer-Schlumpf et même si les montants sont acceptés par l'OMC.

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, raison pour laquelle l'USP organise une manifestation à Berne ce vendredi, dans deux jours. Nous voulons montrer clairement au Conseil fédéral que cela ne va plus. Notre directeur, Frédéric Ménétrety, vous en dira plus tout à l'heure. Je lance ici un appel : venez à Berne ! Plus il y aura de monde, plus le poids politique sera important. Nous voulons remplir la place fédérale, comme en 1995 ou il y a 10 ans. Je compte sur votre soutien.

La manifestation a déjà produit un premier effet et la commission du Conseil national, dans son ancienne composition d'avant les élections, a déjà corrigé en grande partie vers le haut le budget pour nous, les paysans. Mais il y a encore des étapes à franchir, telles que la Commission du Conseil des Etats, les délibérations en plénum et les corrections du Conseil fédéral pour le plan de financement 2018-21. Dans ce contexte, je vous faire part de mon agacement en lisant les commentaires de la presse qui donnent les paysans comme les gagnants des délibérations parlementaires. Nous n'avons pas gagné un centime. Cette mauvaise situation est de la responsabilité du Conseil fédéral uniquement.

Vous comprendrez ainsi que si je parle du meilleur et du pire des paiements directs, c'est en raison de notre dépendance à la Berne fédérale. Sachant que trois quarts de nos revenus proviennent du marché, nous devons prendre particulièrement soin de ces marchés. La part de la plus-value qui revient aux paysans, dans la chaîne de valeur ajoutée, est trop faible. Nous exigeons maintenant notre part, qui doit être équitable et à laquelle nous avons droit. Les prix payés aux producteurs doivent augmenter. Le combat n'est pas évident et nous avons besoin d'interprofessions qui fonctionnent, avec des organisations de producteurs fortes.

Vous le constatez, il y a encore beaucoup à faire. Nos organisation paysannes continuent à se battre pour nos intérêts, ensemble, avec vous, la base! C'est pourquoi, ce vendredi 27 novembre à Berne, notre manifestation doit être forte. Montrons que nous sommes unis pour défendre nos intérêts.

Merci pour votre attention.

Fritz Glauser
Président de l'Union des Paysans Fribourgeois

Châtonnaye, le 25 novembre 2015